

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} août 2018.

Art. 4. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 20 juillet 2018.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Enseignement,
H. CREVITS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/31662]

11 JUILLET 2018. — Décret-programme portant diverses mesures relatives aux infrastructures hospitalières universitaires, à l'enseignement supérieur, aux infrastructures scolaires, aux Fonds budgétaires, aux Affaires générale, à la Culture, aux Ecoles de devoir, au subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE I^{er}. — *Dispositions relatives au financement de l'entretien et de l'équipement des infrastructures hospitalières universitaires*

Article 1^{er}. Pour les années 2018 et 2019, par dérogation au décret du 19 juillet 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital universitaire, afin de couvrir l'entretien et l'équipement des installations, les montants suivants sont alloués aux hôpitaux universitaires :

- 1° 3.077.186 euros pour le Centre hospitalier universitaire de Liège ;
- 2° 3.368.253 euros pour les Cliniques universitaires Saint-Luc à Woluwe-Saint-Lambert ;
- 3° 1.354.608 euros pour les Cliniques universitaires de Mont-Godinne ;
- 4° 3.199.953 euros pour l'Hôpital Erasme à Anderlecht.

TITRE II. — *Dispositions relatives à l'Enseignement supérieur*

CHAPITRE I^{er}. — *Modification de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires*

Art. 2. L'article 29, § 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit : « A partir de l'année 2018, un montant de 4.193.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents. A partir l'année 2019, ce montant est indexé conformément aux dispositions prévues au paragraphe 4. ».

A partir de l'année 2019, un montant de 390.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents. A partir l'année 2020, ce montant est indexé conformément aux dispositions prévues au paragraphe 4.

Art. 3. L'article 29, § 2, de la même loi est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit : « A partir de l'année 2018, un montant de 9.782.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents. A partir l'année 2019, ce montant est indexé conformément aux dispositions prévues au paragraphe 4. ».

A partir de l'année 2019, un montant de 910.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents. A partir l'année 2020, ce montant est indexé conformément aux dispositions prévues au paragraphe 4.

CHAPITRE II. — *Modification du décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique*

Art. 4. A l'article 1^{er} du décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique, un dernier alinéa est inséré et rédigé comme suit : « A partir de l'année 2018, un montant additionnel de 8.000.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents. A partir de l'année 2019, ce montant est indexé conformément au mécanisme prévu à l'alinéa 5. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant le décret du 10 mars 2016 instituant le comité femmes et sciences*

Art. 5. A l'article 1, 5°, du décret du 10 mars 2016 instituant le comité femmes et sciences, les mots « "Groupe d'Helsinki" : le groupe mis en place afin de promouvoir la participation des femmes dans la science en Europe instaurée par la résolution du conseil du 20 mai 1999 (1999/C 201/01) et la communication de la commission du 17 février 1999, "Femmes et sciences" : mobiliser les femmes pour enrichir la recherche européenne ; » sont remplacés par « "Standing Working Group on Gender in Research and Innovation" : le groupe qui conseille et soutient la Commission européenne et le Conseil de l'Union européenne sur les politiques et les initiatives en matière d'égalité des sexes dans la recherche et l'innovation, dans la mise en œuvre et le suivi de la priorité 4 (Égalité entre les sexes et intégration de la dimension hommes-femmes dans la recherche) de la feuille de route ERA 2015-2020 de l'Espace Européen de la Recherche, et concernant la mise en œuvre des conclusions du Conseil de l'Union européenne du 1^{er} Décembre 2015 (14875/15 RECH 298 COMPET 553). Son mandat a été approuvé par le document 1205/17 de l'ERAC. ; ».

Art. 6. A l'article 4, 4°, du même décret, les mots « groupe d'Helsinki » sont remplacés par « Standing Working Group on Gender in Research and Innovation ».

Art. 7. A l'article 5 du même décret, les mots « les Personnes Contact Genre, » sont abrogés.

Art. 8. A l'article 6, § 1^{er}, du même décret, il est inséré un 6° rédigé comme suit : « 6° les Personnes Contact Genre telles que définies à l'article 1^{er}, 7°, sont membres ».

Art. 9. L'article 7, § 2, du même décret, est complété par un 8° rédigé comme suit : « 8° les dépenses liées au financement tel que défini à l'article 9/1. »

Art. 10. Dans le même décret, il est inséré une section *3bis*, comportant les articles 9/1 et 9/2, rédigée comme suit :

« Section *3bis*. – Financement ».

« Article 9/1. À partir de l'année budgétaire 2018, une subvention annuelle d'un montant de vingt-cinq mille EUR (25.000 €) est allouée au comité femmes et sciences pour lui permettre d'assurer son fonctionnement. À partir de l'année budgétaire 2019, ce montant est indexé sur base de la formule suivante : montant définitif de l'année budgétaire précédente x indice des prix à la consommation de janvier de l'année budgétaire concernée/indice des prix à la consommation de janvier de l'année budgétaire précédente.

Les dépenses admissibles sont les frais de personnel, les frais généraux d'organisation, de fonctionnement et les frais d'équipement du comité femmes et sciences.

Le montant obtenu en application de l'alinéa 1^{er} est versé à concurrence de 80% au plus tard le 15 février de l'année budgétaire concernée. Le solde de 20% est versé après production de l'ensemble des pièces justificatives pour les dépenses encourues pour l'année budgétaire concernée. Les montants non-justifiés avant la fin de l'année budgétaire concernée sont remboursés par le bénéficiaire à la Communauté française.

Le montant obtenu en application de l'alinéa 1^{er} est versé à l'ARES, qui assure, pour le compte du comité femmes et sciences, la gestion administrative et comptable liée à la présente subvention.

Article 9/2. À partir de l'année budgétaire 2018, une subvention annuelle de vingt-cinq mille EUR (25.000 €) est allouée à chaque université et au F.R.S.-FNRS afin de soutenir le financement des Personnes Contact Genre. À partir de l'année budgétaire 2019, ce montant est indexé sur base de la formule suivante : montant définitif de l'année budgétaire précédente x indice des prix à la consommation de janvier de l'année budgétaire concernée/indice des prix à la consommation de janvier de l'année budgétaire précédente.

Les dépenses admissibles sont les frais de personnel, les frais généraux d'organisation, de fonctionnement et les frais d'équipement des Personnes Contact Genre.

Ce financement permet aux Personnes Contact Genre d'assurer leur trois missions principales: information, sensibilisation et mise en réseau. A travers ces missions, les Personnes Contact Genre contribuent à l'implantation et au développement de la politique de genre au sein de leur établissement. ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant le décret du 29 mars 2017
relatif aux études de sciences médicales et dentaires*

Art. 11. L'article 5 du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires est complété par un deuxième alinéa rédigé comme suit : « À partir de l'année 2018, si le Gouvernement décide d'organiser l'examen d'entrée et d'accès une deuxième fois conformément à l'article 1^{er}, § 2, alinéa 4, un montant additionnel de 360.000 euros est alloué à l'ARES afin de lui permettre d'en prendre la gestion et l'organisation administrative et matérielle ainsi que celles du test d'orientation du secteur de la santé. Il est indexé annuellement conformément à la formule prévue à l'article 29, § 4, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires. L'ARES peut allouer partie de ce montant aux universités concernées afin d'assurer l'organisation matérielle et logistique de l'examen d'entrée et d'accès. ».

TITRE III. — *Disposition relative aux bâtiments scolaires*

Art. 12. L'alinéa 1^{er} de l'article 10 du décret du 5 juillet 1993 portant création de six sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics est remplacé par ce qui suit :

“Chaque année, à la fin du premier semestre, le conseil d'administration établit le budget provisoire relatif à l'année suivante. Il est chargé d'établir le budget définitif pour le 31 décembre de cette même année.”

Le mot “définitif” est ajouté à l'alinéa 3 de l'article 10 du même décret entre les mots “budget” et “pour approbation conjointe”.

**TITRE IV. — *Disposition relative aux fonds budgétaires
figurant au budget général des dépenses de la Communauté française***

Art. 13. Un point 72 est ajouté au tableau du décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française selon le tableau repris à l'annexe 1^{re} du présent décret.

TITRE V. — *Dispositions relatives aux affaires générales*

Art. 14. A l'article 11*bis* du décret-programme du 12 juillet 2001 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, l'enseignement, les centres de vacances et l'inspection médicale scolaire, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat » sont remplacés par les mots « du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement de la Communauté française ».

2° il est complété par des alinéas rédigés comme suit :

« Les services du Gouvernement remettent un avis motivé sur les demandes introduites. Pour être recevables, les demandes doivent être introduites dans les 3 mois de la notification de l'indu.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les demandes introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret sont réputées recevables.

Le Gouvernement statue sur les demandes introduites au minimum tous les 6 mois. Celui-ci ne peut renoncer à recouvrer un indu que si la demande de renonciation a fait l'objet d'un avis favorable des services du Gouvernement visés à l'alinéa 2. La décision du Gouvernement est motivée.

En cas de renonciation totale au recouvrement d'un paiement indu, les montants déjà payés par le membre du personnel lui sont restitués. En cas de renonciation partielle au recouvrement d'un paiement indu, la partie des montants déjà payés par le membre du personnel qui excède le montant résiduel de la dette lui est restituée. ».

TITRE VI. — *Dispositions relatives à la Culture*

CHAPITRE 1^{er}. — *Décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des Fédérations représentatives de Centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité*

Art. 15. A l'article 21, § 1^{er}, 1^o, le mot « reconnues » est supprimé.

Art. 16. A l'article 30, alinéa 1^{er}, 2^o :

1^o les mots « occupés au 31 décembre 2006 calculés en équivalents temps plein et mentionnés dans le cadre du rapport annuel déclaré pour cette année, ou » sont supprimés ;

2^o les mots « liée à une autre activité qu'elle exercerait dans le cadre des » sont remplacés par « pour tout équivalent temps plein déjà référencé pour une autre activité dans les secteurs repris aux ».

Art. 17. A l'article 30, deuxième alinéa, premier tiret, le mot « salarié » est inséré après « travailleur ».

Art. 18. A l'article 30, deuxième alinéa, deuxième tiret, les mots « de travailleurs » sont remplacés par « d'équivalent temps plein affecté aux missions du CEC ».

Art. 19. A l'article 30, deuxième alinéa, troisième tiret, les mots « tels que définis à l'article 10, 2^o, du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, » sont insérés entre « exclusivement » et « est la plus importantes ».

Art. 20. A l'article 30, deuxième alinéa, quatrième tiret, les mots « tels que définis à l'article 10, 2^o, du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, » sont insérés entre « sur fonds propres » et « sont prioritaires ».

Art. 21. A l'article 31, premier alinéa, 2^o,

1^o les mots « occupés au 31 décembre 2006 calculés en équivalents temps plein et mentionnés dans le cadre du rapport annuel déclaré pour cette année, ou » sont supprimés ;

2^o les mots « liée à une autre activité qu'elle exercerait dans le cadre des » sont remplacés par « pour tout équivalent temps plein déjà référencé pour une autre activité dans les secteurs repris aux ».

Art. 22. A l'article 31, deuxième alinéa, premier tiret, le mot « salarié » est inséré après « travailleur ».

Art. 23. A l'article 31, deuxième alinéa, deuxième tiret, les mots « de travailleurs » sont remplacés par « d'équivalent temps plein affecté aux missions de la Fédération représentative ».

Art. 24. A l'article 31, deuxième alinéa, troisième tiret, les mots « tels que définis à l'article 10, 2^o, du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, » sont insérés entre « exclusivement » et « est la plus importante ».

Art. 25. A l'article 31, deuxième alinéa, quatrième tiret, les mots « tels que définis à l'article 10, 2^o, du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, » sont insérés entre « sur fonds propres » et « sont prioritaires ».

Art. 26. A l'article 32, premier alinéa, 1^o, le mot « reconnues » est supprimé.

Art. 27. A l'article 32, premier alinéa, 2^o :

1^o les mots « occupés au 31 décembre 2006 calculés en équivalents temps plein et mentionnés dans le cadre du rapport annuel déclaré pour cette année, ou » sont supprimés ;

2^o les mots « liée à une autre activité qu'elle exercerait dans le cadre des » sont remplacés par « pour tout équivalent temps plein déjà référencé pour une autre activité dans les secteurs repris aux ».

Art. 28. A l'article 32, premier alinéa, 3^o, le mot « reconnues » est supprimé.

Art. 29. A l'article 32, premier alinéa, 3^o, les termes « Les Fédérations de pratiques artistiques en amateur communautaire, régionale ou provinciale peuvent bénéficier d'une subvention permanente « animateur-coordonnateur » à temps plein lorsqu'elles comptabilisent plus de 150 associations locales ou qu'elles fédèrent au moins 4 fédérations provinciales et/ou régionales reconnues dont une en Région de Bruxelles-Capitale qui comptabilisent au total plus de 150 associations locales. L'« animateur-coordonnateur » est celui défini par la classification de fonctions visée à l'article 1^{er}, 14^o, du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française. Afin de bénéficier d'une subvention permanente pour un « animateur-coordonnateur » aux moins deux Fédérations communautaires, régionales ou provinciales peuvent se regrouper pour comptabiliser au total plus de 150 associations locales affiliées. A cette fin les Fédérations concernées doivent établir une convention de coopération. » sont remplacés par « Les Fédérations de pratiques artistiques en amateur communautaires peuvent bénéficier d'une subvention permanent « animateur-coordonnateur » à temps plein.

Les Fédérations de pratiques artistiques en amateur régionales ou provinciales peuvent bénéficier d'une subvention permanent « animateur-coordonnateur » à temps plein pour autant qu'elles fédèrent au minimum 101 associations locales.

Les Fédérations de pratiques artistiques en amateur régionales ou provinciales peuvent bénéficier d'une subvention permanent « animateur-coordonnateur » à mi-temps pour autant qu'elles fédèrent au minimum 21 associations locales.

Afin de bénéficier d'une subvention permanent « animateur-coordonnateur » à temps plein, deux Fédérations régionales ou provinciales au moins peuvent se regrouper pour comptabiliser au moins 101 associations locales affiliées. A cette fin les Fédérations concernées doivent établir une convention de coopération. ».

Art. 30. A l'article 32, 3^o, deuxième alinéa, les termes « Les subventions à l'emploi sont octroyées selon l'ordre de priorité suivant :

- aux associations qui ne bénéficient d'aucun emploi conformément aux définitions des articles 9 et 10 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française et ce quel que soit le statut du travailleur;

- aux associations qui occupent le plus petit nombre de travailleurs, ce nombre étant calculé par tranches d'équivalents mi-temps et indépendamment de leur statut;

- aux associations dont la proportion d'emplois équivalents temps plein et ensuite mi-temps financée sur fonds propres exclusivement est la plus importante;
- pour les associations qui ont le même nombre d'emplois, celles qui cumulent le plus petit nombre de travailleurs et le nombre le plus important d'emplois financés exclusivement sur fonds propres, sont prioritaires. » sont remplacés par « Les subventions à l'emploi sont octroyées selon l'ordre de priorité suivant :
- aux fédérations communautaires de pratique artistique en amateur :
 - qui ne bénéficient d'aucun emploi conformément aux définitions des articles 9 et 10 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française et ce quel que soit le statut du travailleur salarié;
 - qui occupent le plus petit nombre d'ETP, ce nombre étant calculé par tranches d'équivalents mi-temps et indépendamment de leur statut;
 - dont la proportion d'emplois équivalents temps plein et ensuite mi-temps financée exclusivement sur fonds propres tels que définis à l'article 10, 2°, du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, est la plus importante;
 - qui, si elles ont le même nombre d'emplois, celles qui cumulent le plus petit nombre de travailleurs et le nombre le plus important d'emplois financés exclusivement sur fonds propres tels que définis à l'article 10, 2°, du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, sont prioritaires.
- aux fédérations régionales ou provinciales de pratique artistique en amateur :
 - qui ne bénéficient d'aucun emploi conformément aux définitions des articles 9 et 10 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, quel que soit le statut du travailleur salarié;
 - qui occupent le plus petit nombre d'équivalent temps plein affecté aux missions de la Fédération de pratique artistique en amateur, ce nombre étant calculé par tranches d'équivalents mi-temps et indépendamment de leur statut;
 - dont la proportion d'emplois équivalents temps plein, affectés aux missions de la Fédération de pratique artistique en amateur, et ensuite mi-temps financée exclusivement sur fonds propres tels que définis à l'article 10, 2°, du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, est la plus importante;
 - qui, si elles ont le même nombre d'équivalents temps plein affectés aux missions de la fédération de pratique artistique en amateur, cumulent le plus petit nombre de travailleurs et le nombre le plus important d'équivalents temps plein financés exclusivement sur fonds propres tels que définis à l'article 10, 2°, du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française. ».

CHAPITRE II. — Décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente

Art. 31. Il est inséré un article 39/3 libellé comme suit :

« Art. 39/3. Par dérogation à l'article 6, § 2, 5°, en 2018, la reconnaissance transitoire d'une association peut être renouvelée pour une durée d'un an au terme de l'évaluation prévue à l'article 6, 4° ».

CHAPITRE III. — Arrêté du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le Réseau public de la lecture et les Bibliothèques publiques

Art. 32. A l'article 27, un § 5, libellé comme suit, est inséré :

« § 5. Par dérogation aux paragraphes 1 à 4, les montants repris au présent article sont diminués à 60 % de leur valeur pendant une période de deux plans quinquennaux pour les reconnaissances ou renouvellements de reconnaissances octroyés à partir du 1^{er} janvier 2017. ».

Art. 33. L'article 44, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« A partir de l'année 2015 et jusqu'au renouvellement de leur reconnaissance, le palier de progressivité atteint par les opérateurs reconnus est identique à celui de 2014. ».

Art. 34. Un alinéa 3, libellé comme suit, est ajouté à l'article 44 du même arrêté :

« A partir de l'année 2017, les subventions prévues à l'article 27 de l'arrêté ne sont plus versées selon les paliers de progressivité prévus à l'alinéa 1. ».

TITRE VII. — Disposition relative à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoir

Art. 35. L'article 19 du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoir est remplacé par ce qui suit :

« Article 19. – Une subvention annuelle couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre est accordée à chaque Coordination régionale reconnue en vertu de l'article 8 et comprend :

a) une intervention pour couvrir les charges d'un animateur équivalent temps-plein aux conditions et modalités d'octroi des articles 9, 1°, et 16 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française ;

b) une intervention pour couvrir les charges des autres emplois de l'association consacrés à la réalisation de tâches conformes aux critères de l'article 9, § 1^{er}, du présent décret et aux conditions fixées par les articles 9, 3°, et 18 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française ;

c) une intervention pour le fonctionnement et les activités dont le montant est arrêté par le Gouvernement. Cette intervention est de minimum 37.000 euros à partir du 1^{er} janvier 2019. ».

Art. 36. L'article 21 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 21. – Pour bénéficier des subventions visées aux articles 19 et 20, les Coordinations régionales et la Fédération communautaire introduisent annuellement des justificatifs de dépenses liés aux activités de l'année précédente, un rapport d'activités, ainsi qu'une demande de subsides, dans les formes et délais déterminés par le Gouvernement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les subventions visées à l'article 19, points a et b, sont justifiées selon les modalités prévues par le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française. ».

Art. 37. L'article 29 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 29. – Tous les montants fixés par le présent décret, à l'exception de ceux cités à l'article 19, points a et b, sont liés annuellement à l'évolution de l'indice des prix à la consommation. L'indice de départ est celui du mois précédant son entrée en vigueur. ».

TITRE VIII. — *Disposition relative au subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels*

Art. 38. L'article 1^{er} du décret déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française du 24 octobre 2008 est modifié comme suit :

1° le 7° est remplacé par : “Organisations de Jeunesse” : le secteur réglementé par le décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux Organisations de jeunesse”;

2° après le 12°, sont ajoutés :

“12°bis “Centres d'Expression et de Créativité” : le secteur réglementé par le décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations représentatives de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité et singulièrement les opérateurs visés à l'article trois 5°, 6°, 7°, et à l'article 4, § 2. du décret susmentionné;

12°ter “Coordinations d'Écoles de Devoirs” : les Coordinations d'Écoles de Devoirs réglementées par le Décret relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs du 28 avril 2004”.

Art. 39. A l'article 2 du même décret, il est ajouté après le 9° ce qui suit :

“10° les centres d'expression et de créativité en ce compris les fédérations de pratiques artistiques en amateur et des fédérations représentatives de centres d'expression et de créativité;

11° les coordinations d'Ecoles de Devoirs;

12° ainsi que tout secteur pour lequel une réglementation de subvention à l'emploi prévoyant l'application du décret serait organisée.”

Art. 40. A l'article 4 du même décret, les mots “à l'article 2, 1° à 8°, et 10°” sont remplacés par “à l'article 2, 1° à 8°, et 10° à 12°”.

Art. 41. A l'article 9, 3°, du même décret, les mots “le 31 décembre 2010” sont remplacés par les mots “le 1^{er} juillet 2017”.

Le second alinéa de l'article 9, 3°, est remplacé par le texte suivant :

“Le Gouvernement actualise le cadastre annuellement sur base des informations fournies par les employeurs aux services du Ministère relatives à la situation de l'emploi arrêtée au 31 décembre pour l'année précédente et pour une prise d'effet au 1^{er} janvier de l'année suivante.”.

Art. 42. A l'article 12, § 1^{er}, deuxième alinéa, du même décret, les mots “n° 70729, publiées au *Moniteur belge* le 3 mars 2006,” sont ajoutés après les mots “15 décembre 2003”.

Art. 43. A l'article 13, alinéa 3, du même décret le chiffre 94.14% est remplacé par 97,14 %.

Art. 44. A l'article 18, alinéa 1^{er}, du même décret, sont introduits un 4° et un 5° rédigés comme suit :

4° à partir du 1^{er} janvier 2018, de 1,6017 point ;

5° à partir du 1^{er} janvier 2019, de 1,8057 point.

Art. 45. A l'article 20, § 2, du même décret, les mots “sous le code 7” sont remplacés par les mots “sous les codes 7 et 11”.

Art. 46. A l'article 23, § 2, du même décret, les mots “La Médiathèque” sont remplacés par “Point-Culture”.

Art. 47. A l'article 27 du même décret, les mots “Télé Bruxelles” sont remplacés par “BX1”.

TITRE IX. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 48. L'article 14 entre en vigueur le 1^{er} septembre 2018 et les articles 2 à 4, et 15 à 47 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2018.

Annexe 1

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
72. Fonds budgétaire relatif aux missions définies à l'article 69 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales et aux missions définies dans le Décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables.	Transfert de crédits en provenance du programme 2 de la DO 56 – Financement peines et mesures judiciaires » du budget général des dépenses du SPF Justice.	- Aide financière aux organismes pour le recrutement de personnel chargés de l'accompagnement des mesures judiciaires alternatives ; - Aide financière aux organismes pour le recrutement de personnel chargés de l'accompagnement des mesures judiciaires alternatives dans le domaine de la sécurité routière ;

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
		<ul style="list-style-type: none"> - Subside aux Villes et Communes pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement des mesures judiciaires alternatives dans le domaine de la circulation routière ; - Achat de bâtiment, rénovation et aménagement d'immeubles ; - Dépenses de toute nature liée à l'exécution de l'article 69 de la loi du 30 mars 1994 pour les missions définies dans le Décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables.
<p>Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au <i>Moniteur belge</i>. Bruxelles, le 11 juillet 2018.</p>		

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des Femmes
et de l'Egalité des Chances,
I. SIMONIS

—
Note

Session 2017-2018

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 646-1. — Avis présenté au nom de la commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias, n° 646-2. — Avis présenté au nom de la commission de l'Education, n° 646-3. — Avis présenté au nom de la Commission de la Culture et de l'Enfance, n° 646-4. — Avis présenté au nom de la commission de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances, n° 646-5. — Avis présenté au nom de la commission des Relations internationales et des Questions européennes, des Affaires générales, des Hôpitaux universitaires, des Professions des soins de santé et du Règlement, de l'Informatique, du Contrôle des communications des membres du Gouvernement et des Dépenses électorales, n° 646-6. — Avis présenté au nom de la commission de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, n° 646-7. — Amendement de commission, n° 646-8 - Rapport n° 646-9. — Texte adopté par la commission, n° 646-10. — Texte adopté en séance, n° 646-11.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 11 juillet 2018.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/31662]

11 JULI 2018. — Programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake universitaire ziekenhuisinfrastructuur, hoger onderwijs, schoolinfrastructuur, begrotingsfondsen, algemene zaken, cultuur, huiswerkinstellingen, subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Bepalingen betreffende de financiering van het onderhoud en de uitrusting van de universitaire ziekenhuisinfrastructuur

Artikel 1. Voor de jaren 2018 en 2019 en in afwijking van het decreet van 19 juli 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige zware apparaten van de medisch-technische diensten in universitaire ziekenhuizen, worden de volgende bedragen aan de universitaire hospitalen toegekend om het onderhoud en de uitrusting van de installaties te dekken:

1° 3.077.186 euro voor het "Centre hospitalier universitaire de Liège";

2° 3.368.253 euro voor de "Cliniques universitaires Saint-Luc" in Sint-Lambrechts-Woluwe;

3° 1.354.608 euro voor de “Cliniques universitaires de Mont-Godinne”;

4° 3.199.953 euro voor het “Hôpital Erasme” in Anderlecht.

TITEL II. — *Bepalingen betreffende het hoger onderwijs*

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen*

Art. 2. Artikel 29, § 1 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt: “Met ingang van het jaar 2018, wordt een bedrag van 4.193.000 euro toegevoegd aan het bedrag verkregen door toepassing van de vorige leden. Met ingang van het jaar 2019, wordt dat bedrag geïndexeerd volgens de bepalingen voorzien in paragraaf 4.”.

Met ingang van het jaar 2019, wordt een bedrag van 390.000 euro toegevoegd aan het bedrag verkregen door toepassing van de vorige leden. Met ingang van het jaar 2020, wordt dat bedrag geïndexeerd volgens de bepalingen voorzien in paragraaf 4.

Art. 3. Artikel 29, § 2 van dezelfde wet wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt: “Met ingang van het jaar 2018, wordt een bedrag van 9.782.000 euro toegevoegd aan het bedrag verkregen door toepassing van de vorige leden. Met ingang van het jaar 2019, wordt dat bedrag geïndexeerd volgens de bepalingen voorzien in paragraaf 4.”.

Met ingang van het jaar 2019, wordt een bedrag van 910.000 euro toegevoegd aan het bedrag verkregen door toepassing van de vorige leden. Met ingang van het jaar 2020, wordt dat bedrag geïndexeerd volgens de bepalingen voorzien in paragraaf 4.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het Onderzoek door het Fonds national de la recherche scientifique*

Art. 4. In artikel 1 van het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het Onderzoek door het Fonds national de la recherche scientifique wordt een laatste lid toegevoegd, luidend als volgt: “Met ingang van het jaar 2018, wordt een bijkomend bedrag van 8.000.000 euro toegevoegd aan het bedrag verkregen door toepassing van de vorige leden. Met ingang van het jaar 2019, wordt dat bedrag geïndexeerd volgens het mechanisme voorzien in paragraaf 5.”.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 10 maart 2016 tot instelling van het Comité Vrouwen en Wetenschap*

Art. 5. In artikel 1, 5° van het decreet van 10 maart 2016 tot instelling van het Comité Vrouwen en Wetenschap, worden de woorden “Groep van Helsinki”: de groep die werd opgericht om de deelneming van vrouwen aan wetenschap in Europa te bevorderen, ingesteld bij de resolutie van de Raad van 20 mei 1999 (1999/C 201/01) en bij de mededeling van de Commissie van 17 februari 1999, getiteld “Vrouwen en wetenschap”: vrouwen mobiliseren om het wetenschappelijk onderzoek in Europa te verrijken;” vervangen door “Standing Working Group on Gender in Research and Innovation”: de groep die aan de Europese Commissie en de Raad van de Europese Unie advies en steun verstrekt over het beleid en de initiatieven inzake gendergelijkheid in onderzoek en innovatie, bij de uitvoering en de opvolging van prioriteit 4 (Gendergelijkheid en gendermainstreaming in wetenschappelijk onderzoek) en de EOR-routekaart 2015-2020 van de Europese onderzoeksruimte en betreffende de uitvoering van de conclusies van de Raad van de Europese Unie van 1 december 2015 (14875/15 RECH 298 COMPET 553). Zijn mandaat werd goedgekeurd door document 1205/14 van het CEOR;”.

Art. 6. In artikel 4, 4°, van hetzelfde decreet, worden de woorden “Groep van Helsinki” vervangen door “Standing Working Group on Gender in Research and Innovation”.

Art. 7. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de woorden “Contactpersonen Gender” opgeheven.

Art. 8. In artikel 6, § 1, van hetzelfde decreet wordt een punt 6°, luidend als volgt, toegevoegd: “6° De Contactpersonen Gender, zoals bepaald in artikel 1, 7°, zijn lid”.

Art. 9. Artikel 7, § 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een punt 8°, luidend als volgt: “8° de uitgaven in verband met de financiering zoals bepaald in artikel 9/1.”

Art. 10. In hetzelfde decreet wordt een afdeling *3bis* toegevoegd, bestaande uit artikelen 9/1 en 9/2 en luidend als volgt:

“Afdeling *3bis*. – Financiering”.

“Artikel 9/1. Met ingang van het begrotingsjaar 2018, wordt een jaarlijkse subsidie ten bedrage van vijftienduizend EUR (€ 25.000) toegekend aan het Comité Vrouwen en Wetenschap om zijn werking mogelijk te maken. Met ingang van het begrotingsjaar 2019, wordt dat bedrag geïndexeerd op grond van de volgende formule: definitief bedrag van het vorige begrotingsjaar x indexcijfer van de consumptieprijzen in januari van het betrokken begrotingsjaar / indexcijfer van de consumptieprijzen in januari van het vorige begrotingsjaar.

De bedragen die in aanmerking komen zijn personeelskosten, algemene organisatie- en werkingskosten, en uitrustingskosten van het Comité Vrouwen en Wetenschap.

Het bedrag verkregen in toepassing van het eerste lid, wordt, ten belope van 80 %, uiterlijk op 15 februari van het betrokken begrotingsjaar gestort. Het saldo van 20 % wordt gestort na voorlegging van alle bewijsstukken voor de gemaakte kosten voor het betrokken begrotingsjaar. De bedragen die niet voor het einde van het betrokken begrotingsjaar gerechtvaardigd werden, worden door de begunstigde aan de Franse Gemeenschap terugbetaald.

Het bedrag verkregen in toepassing van het eerste lid wordt gestort aan de ARES, die het administratieve en boekhoudkundige beheer van de onderhavige subsidie verzorgt voor rekening van het Comité Vrouwen en Wetenschap.

Artikel 9/2. Met ingang van het begrotingsjaar 2018, wordt een jaarlijkse subsidie ten bedrage van vijftienduizend EUR (€ 25.000) toegekend aan elke universiteit en aan het F.R.S.-FNRS om de financiering van de Contactpersonen Gender te steunen. Met ingang van het begrotingsjaar 2019, wordt dat bedrag geïndexeerd op grond van de volgende formule: definitief bedrag van het vorige begrotingsjaar x indexcijfer van de consumptieprijzen in januari van het betrokken begrotingsjaar / indexcijfer van de consumptieprijzen in januari van het vorige begrotingsjaar.

De in aanmerking komende bedragen zijn personeelskosten, algemene organisatie- en werkingskosten, en uitrustingskosten van de Contactpersonen Gender.

Die financiering maakt het voor de Contactpersonen Gender mogelijk om hun drie hoofdopdrachten te vervullen: informeren, bewustmaken en netwerken. Via die opdrachten, dragen de Contactpersonen Gender bij tot de inburgering en de ontwikkeling van het genderbeleid in hun inrichting.”.

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 29 maart 2017 betreffende de studie geneeskunde en de studie tandheelkunde*

Art. 11. Artikel 5 van het decreet van 29 maart 2017 betreffende de studie geneeskunde en de studie tandheelkunde wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt: “Met ingang van het jaar 2018 wordt, als de Regering beslist het ingangs- en toelatingsexamen een tweede keer te organiseren in toepassing van artikel 1, § 2, vierde lid, een bijkomend bedrag van 360.000 euro aan de ARES toegekend met het oog op het beheer en de administratieve en materiële organisatie van dat ingangsexamen en van de oriëntatietest voor de gezondheidssector. Dat bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd volgens de formule voorzien in artikel 29, § 4 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen. De ARES kan een deel van dat bedrag aan de betrokken instellingen toekennen met het oog op de materiële en logistieke organisatie van het ingangs- en toelatingsexamen.

TITEL III. — *Bepaling betreffende de schoolgebouwen*

Art. 12. Het eerste lid van artikel 10 van het decreet van 5 juli 1993 houdende oprichting van zes publiekrechtelijke maatschappijen belast met het bestuur van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs wordt vervangen door de volgende tekst:

“De Raad van Bestuur stelt elk jaar, op het einde van het eerste semester, de voorlopige begroting voor het volgende jaar op. Hij wordt belast met het opstellen van de definitieve begroting tegen 31 december van hetzelfde jaar.”

In de Franse versie van het derde lid van artikel 10 van hetzelfde decreet wordt tussen de woorden “budget” en “pour approbation conjointe” het woord “définitif” toegevoegd.

TITEL IV. — *Bepaling betreffende de begrotingsfondsen in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap*

Art. 13. Er wordt een punt 72 toegevoegd aan de tabel van het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap volgens de tabel bijgevoegd in bijlage 1 van huidig decreet.

TITEL V. — *Bepalingen betreffende algemene zaken*

Art. 14. In artikel 11*bis* van het programmadecreet van 12 juli 2001 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, het onderwijs, de vakantiecetra en de medische schoolinspectie worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende de coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit” worden vervangen door de woorden “van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap”.

2° het wordt aangevuld met de volgende leden:

“De regeringsdiensten zullen een met redenen omkleed advies uitbrengen over de ingediende aanvragen. Om ontvankelijk te zijn, moeten de aanvragen worden ingediend binnen de 3 maanden na de kennisgeving van het niet-verschuldigd bedrag.

In afwijking van het vorige lid, worden de aanvragen die voor de inwerkingtreding van onderhavig decreet werden ingediend, ontvankelijk geacht.

De Regering spreekt zich minstens om de 6 maanden over de ingediende aanvragen uit. Ze kan slechts afzien van de terugvordering van een niet-verschuldigd bedrag als de aanvraag tot niet-terugvordering een gunstig advies kreeg van de regeringsdiensten bedoeld in het tweede lid. De beslissing van de Regering wordt met redenen omkleed.

Als volledig wordt afgezien van de terugvordering van een niet-verschuldigde betaling, worden de reeds door het personeelslid betaalde bedragen aan het personeelslid terugbetaald. Als gedeeltelijk wordt afgezien van de terugvordering van een niet-verschuldigde betaling, wordt het deel van de reeds door het personeelslid betaalde bedragen dat het schuldsaldo overschrijdt, aan het personeelslid terugbetaald.

TITEL VI. — *Bepalingen betreffende Cultuur*

HOOFDSTUK I. — *Decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit*

Art. 15. In artikel 21, § 1, 1°, wordt het woord “erkende” geschrapt.

Art. 16. In artikel 30, eerste lid, 2°:

1° worden de woorden “op 31 december 2006 bezette” en “berekend op grond van voltijdse equivalenten, en vermeld in het kader van het voor dat jaar aangegeven jaarverslag, of” geschrapt.

2° worden de woorden “in verband met een andere activiteit die ze zou uitoefenen in het kader van” vervangen door de woorden “voor elk voltijds equivalent dat al wordt vermeld voor een andere activiteit in de sectoren vermeld in”.

Art. 17. In artikel 30, tweede lid, eerste streepje, wordt, voor het woord “werknemer”, het woord “loontrekkende” toegevoegd.

Art. 18. In artikel 30, tweede lid, tweede streepje, worden de woorden “werknemers” vervangen door de woorden “voltijds equivalenten bestemd voor de opdrachten van het CEC”.

Art. 19. In artikel 30, tweede lid, derde streepje, worden, tussen de woorden “op eigen fondsen gefinancierd” en “, het belangrijkste is”, de woorden “zoals bepaald in artikel 10, 2° van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap” toegevoegd.

Art. 20. In artikel 30, tweede lid, vierde streepje, worden, tussen de woorden “op eigen fondsen gefinancierd” en “, tellen”, de woorden “zoals bepaald in artikel 10, 2° van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap” toegevoegd.

Art. 21. In artikel 31, eerste lid, 2°,

1° worden de woorden “op 31 december 2006 bezette” en “berekend op grond van voltijdse equivalenten, en vermeld in het kader van het voor dat jaar aangegeven jaarverslag, of” geschrapt.

2° worden de woorden “in verband met een andere activiteit die ze zou uitoefenen in het kader van” vervangen door de woorden “voor elk voltijds equivalent dat al wordt vermeld voor een andere activiteit in de sectoren vermeld in”.

Art. 22. In artikel 31, tweede lid, eerste streepje, wordt, voor het woord “werknemer”, het woord “loontrekkende” toegevoegd.

Art. 23. In artikel 31, tweede lid, tweede streepje, worden de woorden “werknemers” vervangen door de woorden “voltijds equivalenten bestemd voor de opdrachten van de vertegenwoordigende federatie”.

Art. 24. In artikel 31, tweede lid, derde streepje, worden, tussen de woorden “op eigen fondsen gefinancierd” en “, het belangrijkste is”, de woorden “zoals bepaald in artikel 10, 2° van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap” toegevoegd.

Art. 25. In artikel 31, tweede lid, vierde streepje, worden, tussen de woorden “op eigen fondsen gefinancierd” en “, tellen”, de woorden “zoals bepaald in artikel 10, 2° van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap” toegevoegd.

Art. 26. In artikel 32, eerste lid, 1°, wordt het woord “erkende” geschrapt.

Art. 27. In artikel 32, eerste lid, 2°:

1° worden de woorden “op 31 december 2006 bezette” en “berekend op grond van voltijdse equivalenten, en vermeld in het kader van het voor dat jaar aangegeven jaarverslag, of” geschrapt.

2° worden de woorden “in verband met een andere activiteit die ze zou uitoefenen in het kader van” vervangen door de woorden “voor elk voltijds equivalent dat al wordt vermeld voor een andere activiteit in de sectoren vermeld in”.

Art. 28. In artikel 32, eerste lid, 3°, wordt het woord “erkende” geschrapt.

Art. 29. In artikel 32, eerste lid, 3°, worden de woorden “De gemeenschaps, gewest- of provinciale federaties voor amateuristische kunstbeoefening kunnen een permanente subsidie voor een voltijdse ‘coördinerende animator’ genieten, op voorwaarde dat ze meer dan 150 lokale verenigingen tellen of ze minstens 4 erkende provinciale en/of gewestfederaties overkoepelen, waarvan één in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, die in totaal meer dan 150 lokale verenigingen tellen. De ‘coördinerende animator’ is deze die bepaald is in de rangschikking van de ambten bedoeld in artikel 1, 14°, van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap. Om een permanente subsidie voor een ‘coördinerende animator’ te genieten, kunnen ten minste twee gemeenschaps-, gewest- of provinciale federaties zich groeperen om in totaal meer dan 150 aangesloten lokale verenigingen te tellen. Daartoe moeten de betrokken federaties een samenwerkingsovereenkomst vaststellen.” vervangen door “De gemeenschapsfederaties voor amateuristische kunstbeoefening kunnen van een permanente subsidie voor een voltijdse ‘coördinerende animator’ genieten.

De gewest- of provinciale federaties voor amateuristische kunstbeoefening kunnen een permanente subsidie voor een voltijdse ‘coördinerende animator’ genieten op voorwaarde dat ze meer dan 101 lokale verenigingen overkoepelen.

De gewest- of provinciale federaties voor amateuristische kunstbeoefening kunnen een permanente subsidie voor een halftijdse ‘coördinerende animator’ genieten op voorwaarde dat ze meer dan 21 lokale verenigingen overkoepelen.

Om een permanente subsidie voor een ‘coördinerende animator’ te genieten, kunnen ten minste twee gewest- of provinciale federaties zich groeperen om in totaal meer dan 101 aangesloten lokale verenigingen te tellen. Daartoe moeten de betrokken federaties een samenwerkingsovereenkomst opstellen.”

Art. 30. In artikel 32, 3°, tweede lid, worden de woorden “De subsidies voor tewerkstelling worden toegekend in de volgende prioriteitsvolgorde:

- aan de verenigingen die geen betrekking genieten overeenkomstig de definities van de artikelen 9 en 10 van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, ongeacht het statuut van de werknemer;

- aan de verenigingen die het kleinste aantal werknemers tewerkstellen; dit aantal wordt berekend per schijf van voltijdse equivalenten, ongeacht hun statuut;

- aan de verenigingen waarvan het aantal voltijds equivalente betrekkingen en dan halftijds equivalente betrekkingen, uitsluitend op eigen fondsen gefinancierd, het belangrijkst is;

- voor de verenigingen die hetzelfde aantal betrekkingen hebben, aan deze die het kleinste aantal werknemers en het grootste aantal betrekkingen, uitsluitend op eigen fondsen gefinancierd, tellen, zijn prioritair.” vervangen door “De subsidies voor tewerkstelling worden toegekend in de volgende prioriteitsvolgorde:

- aan de gemeenschapsfederaties voor amateuristische kunstbeoefening:

- die geen betrekking genieten overeenkomstig de definities van artikelen 9 en 10 van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, ongeacht het statuut van de werknemer;

- die het kleinste aantal VTE's tewerkstellen; dit aantal wordt berekend per schijf van voltijdse equivalenten, ongeacht hun statuut;

- die het grootste aandeel voltijds equivalente betrekkingen en halftijds equivalente betrekkingen uitsluitend op eigen fondsen gefinancierd zoals bepaald in artikel 10, 2° van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap tellen;

- als ze hetzelfde aantal betrekkingen hebben, de federaties die het kleinste aantal werknemers en het grootste aantal betrekkingen, uitsluitend op eigen fondsen gefinancierd zoals bepaald in artikel 10, 2° van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, tellen, zijn prioritair.

- aan de gewest- of provinciale federaties voor amateuristische kunstbeoefening;
- die geen betrekking genieten overeenkomstig de definities van artikelen 9 en 10 van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, ongeacht het statuut van de werknemer;
- die het kleinste aantal voltijds equivalenten bestemd voor de opdrachten van de Federatie voor amateuristische kunstbeoefening tewerkstellen; dit aantal wordt berekend per schijf van voltijdse equivalenten, ongeacht hun statuut;
- die het grootste aandeel voltijds equivalente betrekkingen bestemd voor de opdrachten van de Federatie voor amateuristische kunstbeoefening en halftijds equivalente betrekkingen uitsluitend op eigen fondsen gefinancierd zoals bepaald in artikel 10, 2° van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap tellen;
- als ze hetzelfde aantal voltijds equivalenten bestemd voor de opdrachten van de Federatie voor amateuristische kunstbeoefening hebben, de federaties die het kleinste aantal werknemers en het grootste aantal betrekkingen, uitsluitend op eigen fondsen gefinancierd zoals bepaald in artikel 10, 2° van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, tellen.”.

HOOFDSTUK II. — *Decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding*

Art. 31. Er wordt een Artikel 39/3, luidend als volgt, toegevoegd:

“Art. 39/3. In afwijking van artikel 6, § 2, 5°, kan in 2018 de voorlopige erkenning van een vereniging hernieuwd worden voor een duur van één jaar na afloop van de evaluatie voorzien in artikel 6, 4°”.

HOOFDSTUK III. — *Besluit van 19 juli 2011 houdende toepassing van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken*

Art. 32. In artikel 27, wordt een § 5, luidend als volgt, toegevoegd:

“§ 5. In afwijking van de paragrafen 1 tot 4 worden de bedragen vermeld in huidig artikel gedurende een periode van twee vijfjarenplannen tot 60 % van hun waarde verminderd voor de erkenningen of erkenningsvernieuwingen toegekend vanaf 1 januari 2017.”.

Art. 33. Artikel 44, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen:

“Met ingang van het jaar 2015 en tot de verlenging van hun erkenning blijft de progressieve schijf bereikt door de erkende operatoren identiek aan die van 2014.”.

Art. 34. Een derde lid, luidend als volgt, wordt aan artikel 44 van hetzelfde besluit toegevoegd:

“Met ingang van het jaar 2017 worden de subsidies voorzien in artikel 27 van het besluit niet meer gestort volgens de progressieve schijven voorzien in het eerste lid.”.

TITEL VII. — *Bepaling betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstututen*

Art. 35. Artikel 19 van het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstututen wordt vervangen door de volgende tekst:

“Artikel 19. - Aan elke Coordination régionale die krachtens artikel 8 erkend is, wordt een jaarlijkse forfaitaire subsidie verleend die de periode van 1 januari tot 31 december dekt en die is samengesteld als volgt:

- a) een subsidie tot dekking van de kosten van een voltijds equivalente begeleider volgens de toekenningsvoorwaarden en -modaliteiten van artikelen 9, 1° en 16 van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap;
- b) een subsidie tot dekking van de kosten van de andere betrekkingen van de vereniging gewijd aan de uitvoering van taken die beantwoorden aan de criteria van artikel 9, § 1, van huidig decreet en aan de voorwaarden voorzien in artikelen 9, 3°, en 18 van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap;
- c) een werkings- en activiteitensubsidie waarvan het bedrag door de Regering wordt bepaald. Die subsidie bedraagt minstens 37.000 euro met ingang van 1 januari 2019.”

Art. 36. Artikel 21 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

“Artikel 21. - Om van de subsidies bedoeld in artikelen 19 en 20 te kunnen genieten, moeten de Coordinations régionales en de Fédération communautaire jaarlijks uitgavenbewijzen in verband met de activiteiten van het vorige jaar indienen, alsook een verzoek tot subsidiëring, volgens de vereiste vorm en binnen de termijn bepaald door de Regering.

In afwijking van het eerste lid, worden de subsidies bedoeld in artikel 19, punten a en b, gerechtvaardigd volgens de regels voorzien in het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap.”.

Art. 37. Artikel 29 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

“Artikel 29. - Alle bedragen vastgesteld door huidig decreet, behalve de bedragen waarnaar verwezen wordt in artikel 19, punten a en b, zijn jaarlijks gekoppeld aan de evolutie van de consumptieprijsindex. De aanvangsindex is de index van de maand voorafgaand aan de inwerkingtreding.”

TITEL VIII. — *Bepaling betreffende de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren*

Art. 38. Artikel 1 van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap wordt gewijzigd als volgt:

1° punt 7° wordt vervangen door: “7° ‘jeugdorganisaties’: de activiteitensector geregeld bij decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdorganisaties”;

2° na punt 12° worden de volgende punten toegevoegd:

“12bis ‘Centra voor expressie en creativiteit’: de activiteitensector geregeld bij decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de federaties die centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit en meer bepaald de operatoren bedoeld in artikel 3, 5°, 6°, 7°, en artikel 4, § 2 van voornoemd decreet.

“12ter ‘Coördinaties van huiswerkinstituten’: de Coördinaties van huiswerkinstituten geregeld bij decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten”.

Art. 39. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt na punt 9° de volgende tekst toegevoegd:

“10° de centra voor expressie en creativiteit, met inbegrip van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening en de federaties die centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen;

11° de coördinaties van huiswerkinstituten;

12° en elke sector waarvoor een regeling inzake subsidiëring van de tewerkstelling tot toepassing van het decreet zou worden georganiseerd.”

Art. 40. In artikel 4 van hetzelfde decreet, worden de woorden “in artikel 2, 1° tot 8° en 10°” vervangen door “in artikel 2, 1° tot 8° en 10° tot 12°”.

Art. 41. In artikel 9, 3°, van hetzelfde decreet, worden de woorden “31 december 2010” vervangen door de woorden “1 juli 2017”.

Het tweede lid van artikel 9, 3°, wordt vervangen door de volgende tekst:

“De Regering werkt de geïnformateerde databank jaarlijks bij op basis van de informatie over de toestand van de werkgelegenheid, vastgesteld op 31 december voor het vorige jaar en voor een inwerkingtreding op 1 januari van het volgende jaar, die door de werkgevers wordt meegedeeld aan de diensten van het Ministerie.”.

Art. 42. In artikel 12, § 1, tweede lid van hetzelfde decreet, worden, na de woorden “15 december 2003”, de woorden “nr. 70729, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* op 3 maart 2006,” toegevoegd.

Art. 43. In artikel 13, derde lid, van hetzelfde decreet, wordt het cijfer 94,14 % vervangen door 97,14 %.

Art. 44. In artikel 18, eerste lid, van hetzelfde decreet worden een punt 4° en een punt 5°, luidend als volgt, toegevoegd:

“4° vanaf 1 januari 2018, 1,6017 punten;

5° vanaf 1 januari 2019, 1,8057 punten.”

Art. 45. In artikel 20, § 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden “onder de bezoldigingscode 7” vervangen door de woorden “onder de bezoldigingscodes 7 en 11”.

Art. 46. In artikel 23, § 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden “de Mediathèque” vervangen door “Point-Culture”.

Art. 47. In artikel 27 van hetzelfde decreet, worden de woorden “Télé Bruxelles” vervangen door “BX1”.

TITEL IX. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 48. Artikel 14 treedt in werking op 1 september 2018 en artikelen 2 tot 4 en 15 tot 47 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2018.

Bijlage 1

Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de toegewezen ontvangsten	Doel van de toegestane uitgaven
72. Begrotingsfonds betreffende de opdrachten bepaald in artikel 69 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen en de opdrachten bepaald in het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en de subsidiëring van partners die hulp verlenen aan rechtzoekenden.	Overschrijving van de kredieten uit programma 2 van OA 56 – “financiering gerechtelijke maatregelen en straffen” van de algemene uitgavenbegroting van de FOD Justitie.	<ul style="list-style-type: none"> - Financiële hulp aan organisaties voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van alternatieve gerechtelijke maatregelen; - Financiële hulp aan organisaties voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen op het gebied van verkeersveiligheid; - Subsidies aan steden en gemeenten voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen op het gebied van verkeersveiligheid; - Aankoop van gebouwen, renovatie en inrichting van onroerend goed; - Uitgaven van alle aard in verband met de uitvoering van artikel 69 van de wet van 30 maart 1994 voor de opdrachten bepaald in het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en de subsidiëring van partners die hulp verlenen aan rechtzoekenden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 11 juli 2018.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement. Ontwerpdecreet nr. 646-1. — Advies voorgesteld in naam van de commissie hoger onderwijs, onderzoek en media, nr. 646-2. — Advies voorgesteld in naam van de commissie onderwijs, nr. 646-3. — Advies voorgesteld in naam van de commissie cultuur en kind, nr. 646-4. — Advies voorgesteld in naam van de commissie onderwijs voor sociale promotie, jeugd, rechten van de vrouw, en gelijke kansen, nr. 646-5. — Advies voorgesteld in naam van de commissie internationale betrekkingen en Europese zaken, algemene zaken, universitaire ziekenhuizen, gezondheidszorgberoepen en reglement, informatica, controle op de mededelingen van de Regering en de verkiezingsuitgaven, nr. 646-6. — Advies voorgesteld in naam van de commissie hulpverlening aan de jeugd, justitiehuisen, sport en promotie van Brussel, nr. 646-7. — Commissieamendementen, nr. 646-8. — Verslag, nr. 646-9. Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 646-10. — Tekst aangenomen tijdens de vergadering, nr. 646-11.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 11 juli 2018.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/31664]

11 JUILLET 2018. — Décret instituant un statut pour les coordonnateurs de Centres de technologies avancées

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — *De l'enseignement organisé par la Communauté française*

Section I^{re}. — Dispositions modifiant le décret du 4 janvier 1999, relatif aux fonctions de promotion et de sélection

Article 1^{er}. A l'article 8 du décret du 4 janvier 1999, relatif aux fonctions de promotion et de sélection, est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit : « La condition visée à l'alinéa 1^{er}, 6^o, n'est pas requise pour l'accès à la fonction de sélection de coordonnateur de centre de technologies avancées. »

Art. 2. Entre l'article 12bis et l'article 13 du même décret est inséré un article 12ter rédigé comme suit :

« Article 12ter- § 1 Pour être désignés à la fonction de sélection de coordonnateur de centre de technologies avancées relevant de l'enseignement de la Communauté française, les membres du personnel doivent :

1° être nommés soit à la fonction de professeur de cours techniques (CT) ou de Pratiques professionnelles (PP) telle que définie à l'article 6 du Décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, au sein de l'enseignement organisé par la Communauté française ou au sein de l'enseignement libre ou officiel subventionné par la Communauté française;

2° être porteur d'un titre requis ou suffisant pour l'exercice d'une fonction visée au 1°.

Dans le cadre de l'application du présent article, le Gouvernement met en concurrence la candidature des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er} et de l'article 8, avec celle de personnes répondant à l'une des conditions suivantes :

Etre porteur du grade académique de bachelier visé à l'article 69, § 1^{er}, ou à l'article 70, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, ainsi que d'une expérience professionnelle utile de trois ans, d'un CESS de l'enseignement général, technique ou professionnel ainsi que d'une expérience professionnelle utile de 6 ans ou d'un certificat d'étude de l'enseignement professionnel ainsi que d'une expérience professionnelle utile de 9 ans. L'expérience utile doit avoir été acquise dans le domaine d'activité du centre de technologies avancées dans lequel le poste est à pourvoir et avoir été valorisée selon la procédure prévue aux articles 23 et 24 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

§ 2. Le Chef de l'établissement auquel le centre de technologies avancées est rattaché informe le gouvernement de la vacance de cet emploi au sein de son établissement aussitôt que celle-ci lui est connue. Le profil de fonction pour le recrutement d'un coordonnateur de centre de technologies avancées est composé de deux parties : un profil générique déterminé par le Gouvernement et un profil spécifique proposé par le Comité d'Accompagnement du Centre de Technologies Avancées dans les deux semaines qui suivent la communication de la vacance. Après approbation du profil spécifique, le Gouvernement publie un appel aux candidats pour cet emploi dans les deux mois de la communication de sa vacance. Si ce délai échoit durant une période de vacances scolaires, il est prolongé jusqu'à l'issue de la première semaine qui suit cette période de vacances.